

# Programme du Colloque International



### **Problématique :**

S'il fallait définir d'un mot le monde arabe aujourd'hui, ce serait le mot « meurtri ». A l'héritage despotique millénaire, à la domination coloniale, au drame palestinien, à la malédiction du pétrole, s'est ajoutée dès l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, une déstabilisation périlleuse provoquée par les interventions étrangères – directes ou en sous-main – qui surent habilement exploiter les revendications légitimes des peuples pour plus de justice et de liberté. La perversion de la protestation sociale par le jeu cynique des intérêts stratégiques des puissances, à laquelle s'ajoute la prétention de certains Etats de la région à imposer leur hégémonie, ont tôt fait de conduire le monde arabe vers une situation chaotique dont sont victimes à l'heure actuelle, l'Iraq, la Syrie, le Yémen et la Libye. Et qui sait quel pays sera, à son tour, demain en proie à l'insécurité, au désordre, sinon à l'anarchie ? Et que restera-t-il des maigres acquis en matière de modernisation et de progrès ? Cependant, le pessimisme que suscite l'observation anxiogène de cette région du monde ne doit pas nous empêcher de débattre de la question, avec l'espoir que notre réflexion plurielle apportera quelque éclairage utile aux hommes et femmes - arabes et non-arabes - de bonne volonté.

Certes, la question est vaste et complexe mais notre colloque pourrait s'articuler autour des thèmes suivants : Les leçons de l'histoire, notamment celles que nous enseignent les rapports des pouvoirs despotiques puis autoritaristes avec des sociétés empêtrées dans des archaïsmes de toutes sortes ; les défis du temps présent : la pauvreté, l'illettrisme, le déracinement culturel, la désespérance d'une grande partie de la jeunesse et la fascination de « l'exil occidental » ; Face à tout cela, la démocratie constituera-t-elle durablement un modèle, ou bien les problèmes économiques et sociaux énormes conduiront-ils à la tentation autoritaire ? Pire encore, les ressources en eau qui se tarissent de jour en jour, risquent d'affecter à terme jusqu'à la survie même des populations ; le problème des rapports de l'Etat avec la religion trouvera-t-il enfin une solution ? Il faudra, à ce propos, que d'une manière ou d'une autre, la précarité rampante, l'archaïsme tenace et l'obscurantisme (lequel, paradoxalement, a trouvé une sorte de nouvelle vigueur à l'occasion des « printemps » arabes), la pandémie de coronavirus et l'inévitable repli des Etats du monde sur leurs propres problèmes



financiers et économiques ne risquent-ils pas, en freinant la coopération internationale, d'aggraver les difficultés des pays arabes ? Face à tous ces handicaps, comment les élites arabes pourraient-elles contribuer à l'évolution positive du monde sans avoir à s'exiler ? Enfin, le monde arabe gagnerait-il au change s'il venait à ne plus constituer un enjeu de taille dans la stratégie des grandes puissances qui semblent désormais se tourner vers l'Asie-Pacifique ?

## Résumés des contributions au colloque sur le monde arabe

### La notion de pouvoir dans le monde arabe. Les enseignements de l'histoire

**Pr. Dr. Mohamed El Aziz Ben Achour**

Historien, ancien directeur de l'Institut supérieur d'histoire de la Tunisie contemporaine,  
Ancien directeur général de l'ALECSO,  
Ancien Ministre de la Culture et de la sauvegarde du patrimoine

A l'époque ottomane, le monde arabe, à l'exception de l'Égypte, de la Tunisie et du Maroc, est un ensemble de pays ayant le statut subalterne de provinces dirigées par des gouverneurs nommés par le gouvernement du Sultan. Ils ont donc perdu depuis pour ainsi dire depuis la fin du Moyen Âge, l'expérience de l'Etat.

Autre remarque, provinces administrées directement ou Etats autonomes, le monde Arabe vivait depuis des siècles sous le despotisme dans sa version orientale. Définir : Pouvoir superposé à la société. L'expression typique étant le phénomène mamelouk. Dans les relations avec la société : élites citadines captives. Monde tribal allié du pouvoir ou en dissidence. Quand l'Etat venait à faiblir, ce n'étaient pas les élites urbaines mais les tribus les plus puissantes qui en tiraient profit.

La période impérialiste n'allait pas arranger les choses, puisque le pouvoir était désormais non seulement allogène mais, en outre porteur d'une culture et de moyens techniques supérieurs qui donnaient aux populations dominées un sentiment d'humiliation. La revendication de liberté allait cependant restée dans le cadre strict de la lutte pour l'indépendance sans réflexion réelle sur la nature de l'Etat et ses rapports avec la société une fois l'indépendance acquise. Ensuite, la décolonisation s'est en quelque sorte traduite par une nouvelle vigueur donnée à la vieille culture du despotisme mais mise au goût du jour. L'intervalle colonial plus ou moins long terminé, les nouveaux



pouvoirs issus d'une société autochtone n'ayant connu que la tyrannie ont vite fait, malgré un discours et une allure progressiste ou à moderne, à renouer avec les anciens usages : pouvoir personnel, parti unique ou hégémonique) apparence d'un pouvoir issu de la souveraineté populaire (élections, suffrage universel) et rôle de l'entourage. Mise en coupe réglée du pays.

## LE MONDE ARABE ET L'EUROPE

**M. Michele Capasso,**

Fondateur de la Fondazione Mediterraneo :  
Réseau euro-méditerranéen pour le dialogue  
entre les Sociétés et les Cultures.

On ne peut pas ne pas être frappé par le fait que dans le monde arabe comme en Europe se manifeste, encore aujourd'hui avec la pandémie de coronavirus en cours et avec vigueur, à la fois une volonté d'indépendance et un effort d'union. Il était assez normal que ces tendances similaires favorisent le rapprochement entre les deux côtés de la Méditerranée, qui fut de tout temps un lien plutôt qu'un obstacle pour les peuples vivant autour de son bassin.

Jusqu'à ces derniers temps, avant la pandémie, cette attirance s'est traduite surtout de façon bilatérale dans la politique de certains Etats du pourtour méditerranéen ; une étape importante a été franchie avec les contacts prometteurs qui ont été pris (surtout à Vienne en 2008) il y a longtemps entre la Ligue des Etats arabes et le Conseil de l'Europe, organisme de l'unification politique dans la région occidentale de ce continent.

Mais dans ce moment difficile de l'histoire du monde des questions importantes sont sur le terrain:

1. La pandémie de coronavirus et l'inévitable repli des Etats du monde sur leurs propres problèmes financiers et économiques ne risquent-ils pas, en freinant la coopération internationale, d'aggraver les difficultés des pays arabes ?
2. Face à tous ces handicaps, comment les élites arabes pourraient-elles contribuer à l'évolution positive du monde sans avoir à s'exiler ?
3. Le monde arabe gagnerait-il au change s'il venait à ne plus constituer un enjeu de taille dans la stratégie des grandes puissances qui semblent désormais se tourner vers l'Asie-Pacifique ?

Cette contribution veut donner des éléments pour comprendre la question et proposer des solutions.



La géographie, l'histoire, un fonds culturel commun ont, pendant plus d'un millénaire et demi, établi un intense courant d'échanges entre le nord et le sud de la Méditerranée. Aujourd'hui, avec la pandémie, il faut que les relations entre ces deux ensembles, aux destins étroitement imbriqués, ne soient pas marquées par une certaine ambiguïté, voire par l'incompréhension, sinon l'hostilité.

Un des problèmes sur le terrain est encore la question Israélo-palestinienne.

Les Arabes voyaient, encore aujourd'hui, dans la création de l'Etat d'Israël, la manifestation renouvelée d'un fait colonial ; nombre d'Européens se félicitaient, quant à eux, de la consolidation de l'Etat hébreu : les antisémites se réjouissaient de voir partir sous d'autres cieux les juifs de chez eux ; d'autres voyaient dans les victoires du jeune Etat une revanche sur le recul occidental dans cette partie du monde ; d'autres, enfin, se réjouissaient sincèrement de ce que les persécutés de la seconde guerre mondiale aient trouvé un asile.

Il convient cependant de rappeler, à ce propos, cette déclaration de M. Maurice Schumann : « Je voudrais mettre en garde contre une injustice historique. Les Israélites ont été victimes d'un abominable génocide, mais ce sont les Européens qui se sont rendus coupables de ce crime... et ce serait une grande lâcheté que de faire retomber sur les musulmans cette tâche européenne. »



## L'engagement de la jeunesse algérienne dans le Hirak et perspectives : quel rôle et pour quel changement ?

**Dr. Samia Chaabouni**

**Maître de Conférences à l'Université de Jijel**

**Algérie**

La jeunesse algérienne représente un atout important de la société algérienne, puisque près de 70% de la société sont des jeunes. Depuis le 22 février 2019, le Hirak a montré le dynamisme et un activisme sans précédent de la jeunesse algérienne, qui a souvent été accusée d'être passive et apolitique. Les jeunes ont non seulement manifesté chaque vendredi, mais aussi participé à des débats et des discussions. Depuis, ils se sont organisés et ont fondé ou ont adhéré à des associations et ils contribuent pleinement au processus de changement de diverses manières. Leur objectif principal est de transmettre des messages d'une jeunesse à la fois négligée, méprisée, mais aussi ambitieuse, comme en témoignent chants danses et musique, slogans, créations audio-visuelles... il s'agit bel et bien d'une jeunesse en quête de liberté, de reconnaissance, mais surtout d'un avenir meilleur. Désormais, la jeunesse est engagée dans un processus de changement et a exprimé sa volonté de prendre son avenir en main et celle de l'Algérie nouvelle.

Ce mouvement lui a permis de s'affirmer et de s'organiser afin qu'elle puisse contribuer à l'émergence d'une nouvelle force démocratique et la construction d'une nouvelle génération d'élite politique. Les slogans reflètent un haut degré de maturité politique et confirment que les jeunes Algériens(nes) veulent être acteurs et non pas sujets. La société algérienne est en mutation, le peuple veut être acteur de son avenir, et son avenir politique se concrétisera à travers sa jeunesse.

L'engagement de la jeunesse dans le Hirak reflète la continuité d'une lutte ancienne, initiée durant la période coloniale, puis poursuivie dans les années 80 et 90, mais arrêtée par la décennie noire, caractérisée par une guerre civile sanglante. Rappelons que la lutte pour l'indépendance de l'Algérie



a été guidée et organisée par les jeunes, notamment les étudiants, qui étaient alors très politisés. Par leur militantisme, ils ont formé le FLN, symbole de la lutte contre le colonialisme et représentation d'un modèle international de la révolution qui, par la guerre, a conduit à l'indépendance.

Aujourd'hui, dans le cadre du mouvement populaire pacifique que l'Algérie connaît depuis février 2019, le Hirak a permis de restaurer le rôle des jeunes sur la voie du changement. Cet activisme remet en question l'accusation de désengagement de la jeunesse, (longtemps accusée de passivité), et restaure désormais la capacité de la jeunesse algérienne à changer la situation dans leur pays. Il faut noter la forte aspiration démocratique dans la jeunesse algérienne, qu'il faut la suivre et la comprendre. Les jeunes sont le capital humain le plus important et constituent un acteur majeur dans le changement et l'espoir de l'avenir, ce qui exige une politique d'accompagnement et d'encadrement.

En parallèle, le poids de 20 ans de règne de Bouteflika pèse énormément et de manière néfaste sur la jeunesse algérienne. Si une partie a choisi la résilience (participation dans le Hirak), la désespérance d'une grande partie de la jeunesse domine le paysage social. Les jeunes de toutes les couches sociales et de tous les niveaux intellectuels ont été contraints de quitter le pays en raison du manque d'emplois, certains clandestinement, (le phénomène du Harga-immigration clandestine- est en expansion). D'autres ont été poussés à la délinquance et la prise de stupéfiants, et le reste a été obligé de capituler. C'est le résultat de la politique du mépris et de l'humiliation tant exercée pendant environ deux décennies.

Dans ce papier, nous allons parler de la lutte de la jeunesse algérienne à travers l'histoire, mais surtout à l'heure actuelle, dans le contexte du mouvement qu'a connu l'Algérie depuis le mois de février 2019. Nous nous interrogerons sur la place de la jeunesse algérienne et sur son rôle depuis le 22 février 2019 et analyserons comment elle peut devenir une force constructive dans l'avenir. Cela nous pousse à nous poser davantage de questions pour non seulement mieux comprendre les défis auxquels fait face la société algérienne, notamment de sa jeunesse. Nous approfondirons le problème du chômage et de la Harga, qui prennent de l'ampleur notamment en raison de l'épidémie de Covid- 19. Mais nous voudrions surtout interroger sur l'avenir de ce pays : Comment peut-on voir l'activisme des jeunes pendant le Hirak ? Comment peut-ont penser l'avenir d'un pays si on n'implique pas sa jeunesse ou ses jeunes ? Quels mécanismes faut-il utiliser pour parvenir à canaliser cette composante et l'impliquer dans le processus de changement au pays ? Comment évoquer le



développement dans le pays alors que l'intégration des jeunes dans le jeu politique et leur sécurité ne sont pas encore assurées ? Comment mieux encadrer et former la jeunesse algérienne ?

## بطالة الأدمغة" في تونس: الواقع والأزمات

بلقاسم رابحي

مدير المبيت الجامعي ابن منظور قفصة

نسعى في هذه المداخلة إلى مساءلة ظاهرة مخصوصة في تونس، ما فتئت تزداد حدتها من سنة إلى أخرى، ونعني بها بطالة الدكاترة. ويعود اختيار مصطلح بطالة "الأدمغة" إلى كون الورقة تهتم بمساءلة بطالة مخصوصة ونعني بها بطالة الحاصلين على شهادة الدكتوراه، وتتأتى الخصوصية من كون شهادة الدكتوراه هي أعلى شهادة علمية يتم منحها من طرف الجامعات التونسية. وتتوزع مدارات الاهتمام الرئيسية في هذه المداخلة على مستويين رئيسيين:

### I الواقع:

ونعني بذلك واقع "بطالة الأدمغة" فالموضوع حارق من حيث اعتباره حقيقة اجتماعية، وظاهرة مخصوصة تمس فئة معينة من المجتمع بصفة عامة والشباب بصفة خاصة. وي طرح هذا الموضوع العديد من الإشكاليات أولها الإحصائيات، فنحن نلاحظ تضاربا بين الأرقام التي تقدمها وزارة التعليم العالي والبحث العلمي من جهة وتنسيقيات الدكاترة وغيرها من الجهات المهتمة بالموضوع من جهة أخرى. وثانيها تحديد الفئة بدقة فهل نعني بالدكاترة المعطلين جميع الحاصلين على شهادة الدكتوراه أو الشهادة الوطنية للدكتوراه؟ أم نقتصر على الحاصلين على الشهادة وغير المباشرين لأي نشاط مهني رسمي؟

### II الأزمات:

اخترنا أن يهتم القسم الثاني من مداخلتنا بالأزمات، وقد جاء المصطلح بصيغة الجمع نظرا لكون المسألة قد يترتب عنها العديد من الأزمات يمكن تلخيصها في ما يلي:

- البطالة: باعتبارها أزمة دولة ومجتمع من جهة، وأزمة أدمغة من ثانية.
- اليأس وفقدان الأمل في المستقبل: وهي أزمة خاصة بالدكاترة المعطلين وعدم وضوح الرؤية بعد الحصول على الشهادة.
- التوجه نحو الهجرة بمختلف أنواعها.
- إشكاليات أكاديمية تتعلق بواقع وآفاق الجامعة التونسية.
- أزمة الحلول.

إن الهدف الذي نسعى إليه من خلال هذه المداخلة هو تسليط الضوء على ظاهرة مخصوصة راهنة تحولت إلى حقيقة اجتماعية، نساءلها من خلال تقديم الأرقام وتحليلها، وربما تقديم بعض الشهادات الحية لبعض الدكاترة حول رؤيتهم للواقع والآفاق.



## دور الصياغة التشريعية في تطوير المجتمعات العربية

السيدة سامية دولة

قاضية, رئيسة خلية النشر بمركز الدراسات القانونية و العدلية, وزارة العدل بالجمهورية التونسية

إن معضلة كثرة التشريعات وعدم استقرارها والاضطرار إلى مراجعتها تباعاً بالإلغاء أو التعديل أو التعويض أو الإضافة إنما يرجع إلى غياب المنهجية العلمية الحديثة في صياغتها وعلى هذا الأساس من الأهمية بمكان طرح التساؤل عن دور الصياغة التشريعية في تطوير المجتمعات العربية من خلال التركيز على المبادئ المشتركة بين الدول العربية من أجل ضمان صياغة تشريعية ذات جودة بالاعتماد على أفضل الممارسات التشريعية المقارنة بما يفسح المجال نحو تطوير آليات التعاون العربي في مجال الصياغة التشريعية لضمان صدور قوانين كفيلة بتحقيق التنمية البشرية والاقتصادية والسياسية في الوطن العربي

### الأقليات والتنوعات

في الوطن العربي بين خطر الانقسامات والصراعات وآفاق الثراء الثقافي والحضاري

### والتنوع الإيجابي الفاعل

فتحي بن معمر

أستاذ باحث

تحاول هذه الورقة الوقوف عند إشكالية حضور الأقليات في الوطن العربي وارتفاع الأصوات التي تنادي بحقوقها بعد 2011 وترصد حدة الجدل حولها وتباين المواقف حولها بين:

- مؤيد لحقوق كافة الأقليات باعتبارها عنصر ثراء وتنوع في كافة المجتمعات العربية
- ومتحفظ أو رافض لها باعتبارها تمثل خطراً يهدد بالانقسام المجتمعي وربما بنعرات التفرقة والبلقنة وتقويض أواصر الدولة الوطنية

ويفترض البحث أنّ هذه الأقليات بقدر ما تثيره من مخاوف ومحاذير فإنّها تشكّل عامل ثراء وتنوع يدعم خيارات الديمقراطية وحقوق الإنسان والمواطنة الفاعلة ويوفّر إمكانات هائلة لانطلاق اقتصاديّة وحضاريّة جديدة.

ونعني بالأقليات في ورقتنا: الأقليات العرقية، والأقليات اللغوية، والأقليات الدينية، والأقليات الجنسية (مثلي الجنس) وغيرها من الظواهر المستحدثة في ضوء ما يقره الإعلان العالمي لحقوق الإنسان وما تؤيده مختلف المعاهدات الدولية وما يتوفر في بعض دساتير الدول العربية.

## La femme Algérienne et le Hirak : Perspectives d'un nouveau rôle politique ?

**Dr. Hayette Rouibah**

Maître de Conférences au Département de sciences politiques,

Université de Jijel

Algérie

La femme Algérienne a été toujours partie prenante de la société Algérienne, durant la période coloniale elle a été très active dans la guerre de libération nationale, son rôle était prépondérant que ce soit dans le maquis comme infirmière ou même combattante, ou bien comme militante politique dans les villes, sans oublier sa contribution dans les villages et les montagnes en nourrissant et abritant les moudjahidines.

Après l'indépendance, la femme Algérienne a eu accès à l'enseignement, et depuis, elle a connu une certaine évolution sur le plan social et culturel, mais au niveau politique, elle n'a pas été toujours présente dans les centres de décision. Elle obtient de plus en plus de droits en politique, mais reste absente de postes de décision, et malgré son éducation et sa formation, elle reste exclue de l'entreprenariat et subit le chômage. Certes, beaucoup de progrès a été réalisé au niveau de libertés et de droits - à titre d'exemple le code de la nationalité et le code de la famille sont amendés en 2005- mais les inégalités persistent. En 2015, de nouvelles lois renforcent les droits des femmes grâce, notamment, à la criminalisation des violences perpétrées contre les femmes par leur propre conjoint. Les dernières années les femmes algériennes ont occupé plusieurs postes politiques, notamment au sein du parlement, surtout depuis l'application de la loi organique du 12 janvier 2012 fixant les modalités augmentant les chances d'accès de la femme à la représentation dans les assemblées élues, cela a suscité un grand débat sur les modalités de choix des candidates au parlement et aux assemblées locales, ce choix ne reposait pas sur des critères de compétence et de mérite, mais s'appuyait sur des critères non fondés dans un environnement caractérisé par la corruption et le clientélisme.



Ce système de quotas quoique contesté, a eu le mérite d'augmenter le nombre de femmes dans le parlement, qui a sauté de 10 femmes présentes au parlement en 1962 (5.2% des députés), et 13 femmes en 1997 (3.2%), à 147 en 2012 (31.6%) et enfin, 112 en 2017 (24%) : Mais ce taux n'atteint que 18 % au niveau local, ce qui s'explique par la difficulté de trouver au niveau des communes des candidates désireuses de figurer sur les listes. Cependant l'augmentation de femmes dans le parlement n'a apporté aucun changement notable en termes de vote et de propositions de loi. Le même constat peut se faire au niveau des partis politiques qui n'ont pas féminisé leurs instances dirigeantes et qui ont eu toutes les peines du monde à trouver des candidates pour former leurs listes lors des élections législatives et locales de 2017. Quant au pouvoir exécutif, il est resté tout aussi faiblement représentatif en termes de ministres femmes. En effet, en 2012, 3 femmes sont ministres sur un total de 31 ; en 2017, 3 sur 28 puis 4 sur 27 ; et enfin 6 sur 40 dans l'actuel gouvernement. Généralement, les ministères attribués aux femmes ont une forte connotation sociale (l'Éducation, la Solidarité nationale, la Famille et la Condition féminine, l'Environnement, la culture). La carte des femmes a été un atout pour le renforcement de la légitimité des gouvernants et de leur rapport de forces internes.

Les femmes Algériennes ont participé en force aux manifestations qu'a connues l'Algérie depuis le 22 février 2019 lors du Hirak, mouvement populaire qui a commencé suite à l'annonce de la candidature du président " Bouteflika" à un cinquième mandat, et qui a poussé à la démission de ce dernier. Les Algériens en envahissant l'espace public depuis le 22 février 2019 ont prouvé hommes et femmes qu'ils aspirent à la liberté après un règne de Bouteflika qui a duré 20 ans dans un climat de répression, d'exclusion de toute initiative libre, et de crise majeure.

Ce mouvement a dévoilé un autre visage de la femme Algérienne, qui se montre impliquée dans la cause politique de son pays, et s'intéresse de près à son avenir. Le rendez-vous des femmes algériennes chaque vendredi prendra la forme d'une reconquête de l'espace public. La renaissance de la société civile fait désormais émerger un nouvel horizon, pour toutes, sur le plan des libertés individuelles. Les femmes se placent aujourd'hui au centre de la société civile, elles sont mères de famille, jeunes actives ou retraitées, artistes, étudiantes, enseignantes, avocates, journalistes, anciennes combattantes. Elles font corps commun, avec les hommes, en partageant l'expérience de leur puissance individuelle (marcher, réclamer, chanter, danser, sauter, courir, etc) et collective (solidarité et co-responsabilité vis-à-vis du déroulement des marches).

Elles s'intéressent de plus en plus à la politique, beaucoup d'entre elles veulent adhérer à des



nouveaux partis politiques qui concrétisent leurs aspirations démocratiques, et après des années de désintérêt pour la chose publique, les étudiantes sont nombreuses à sortir chaque mardi malgré les restrictions pour clamer leurs droits et leur volonté de changement. Un an après le début du Hirak, beaucoup de choses restent à faire, mais les premières manifestations du changement sont là ; en s'appropriant l'espace public les femmes prouvent qu'elles sont présentes et sont conscientes des enjeux de cette délicate période.

Dans ce papier nous allons parler de l'engagement politique de la femme Algérienne à travers l'histoire, mais surtout son rôle politique à l'heure actuelle, en mettant l'accent sur la mobilisation des femmes Algériennes depuis le début du mouvement populaire du 22 février 2019. Nous nous interrogerons sur les raisons de cet activisme, les composantes sociologiques et culturelles des femmes participantes au Hirak, les changements qu'a connus l'Algérie un an après le début du mouvement. On tentera de s'interroger sur l'avenir du pays à travers le rôle attribué aux femmes après le Hirak, quelles modalités d'inclusion des femmes qui permettent une meilleure participation dans les instances politiques ? Quelles perspectives politiques pour les femmes dans l'Algérie nouvelle ? Les points suivants pourront être discutés dans ce colloque : \* Le rôle politique de la femme Algérienne à travers l'histoire. - Le rôle de la femme durant la période coloniale. - le statut politique de la femme après l'indépendance. \* Les acquis politiques de la femme Algérienne : Etat des lieux \* L'activisme de la femme Algérienne pendant le Hirak - Formation et adhésion à des associations pour le changement à l'intérieur et l'extérieur du pays - Réappropriation de l'espace public et naissance d'un nouvel espoir \* La femme Algérienne et le changement politique : défis et perspectives



## إدارة الدولة للشأن الديني في العالم العربي بين سلطة الموروث، ومقتضيات التغيير

د.صالح الاحمدي

مستشار في التوجيه المدرسي و الجامعي

لما كان الشأن الديني مرتبطا بأبعاد صورة الإنسان في جلّ تشكّلاتها، ومتجذرا في عمق الوجود الإنساني، فإن إدارته والتصرف فيه كانت محلّ نظر وبحث ضمن سياق من التمكين الفردي والإدارة العامة، أي أن يكون الفرد مسؤولا عن إدارة شأنه الديني الذاتي وفق منطق الإيمان وممارسة الشعائر، وأن تكون الدولة مسؤولة عن إدارة الشأن الديني الجماعي، وفق منطق سياسة التسيير والتنظيم، وسياسة الحراسة والحماية، وبين ثنائيتي التمكين الفردي والإدارة العامة للشأن الديني تشكّلت قضايا أسالت حبرا كثيرا، لا سيّما وأنّ الشأن الديني يستمد مشروعيته في مستوى المرجعية من سلطة الموروث بكل أشكاله (نصوص، ومنقولات، وتمثّلات).

وفي مستوى الممارسة من سلطة الوعي والتمثّل، ثمّ سلطة الواقع الذي تكاد لا تستقر حيننا من الزمن إلا لتتغير، وعند مقام التغيير هذا وما يتبعه من مقتضيات، تتدخل الدولة لإدارة هذا الشأن، عبر التشريعات والتصرف والتنظيم، وكلّ ذلك في شكل سلطة. فأصبح الشأن الديني مشدودا إلى مربع السلطة، في ضلعه الأول الموروث، يقابله ضلع الواقع المتغير، وفي ضلعه الثالث الوعي والتمثّل، يقابله ضلع إدارة الدولة. وداخل مساحة هذا المربع تدور علاقة الدولة بالدين في جميع تشكّلاتها عبر التاريخ، وفي جميع محاولات فهمها وكشف تفصيلاتها، ودرجات العلاقة القائمة بينهما، في مستوى التكامل والاتصال، وفي مستوى التمايز والانفصال. وبين مظاهر الاتصال والانفصال الذي اصطبغت به علاقة الدولة بالدين عبر التاريخ تشكّلت اضطرابات وتشعبات، فكان لزاما البحث عن الحلول والمنافذ التي يمكن أن تساعد على تجاوز الاضطرابات وتذليل التشعبات. وفي هذا الإطار طرح في هذا الورقة العلمية الموسومة بـ "إدارة الدولة للشأن الديني في العالم العربي اليوم بين سلطة الموروث، ومقتضيات التغيير" إشكالية جوهرية تتمحور حول مدى اعتبار الشأن الديني في العالم العربي اليوم شأنًا خاصًا وشخصيًا، أم شأنًا عامًا ولعلّ في معالجة هذه الإشكالية انبثاق لإشكاليات أخرى فرعية تدور كلّها في فلك تلمس الحلول لعلاقة الدولة بالدين. وهذه الإشكاليات من قبيل، ما هي أفضل السبل المقترحة في التعامل مع مفهوم الثابت ومع مفهوم المتغير؟ وكيف يمكن الفصل أو الجمع بين سلطة الدين وسلطة الدولة؟ ولماذا يتسلط الموروث؟ ومتى يتسلط؟ وكيف يتسلط؟ وعلى من يتسلط؟ وما هي مقتضيات التغيير؟ وهل يمكن أن تمثّل سبيلا في إدارة العلاقة بين الدين والدولة؟ أي هل يمكن القول بوجود بؤادر حلول لعلاقة الدين بالدولة في العالم العربي اليوم؟ وللإجابة عن هذه الأسئلة سننوّسّل بمنهج تحليلي نعرض ونفكّك من خلاله أهمّ المفاهيم والمقاربات، ثمّ نشفع ذلك بمنهج النقد والتأليف من أجل تشكيل صورة حول علاقة الدولة بالدين في العالم العربي، ونساهم بها في أعمال اللقاء الدولي الذي يتناول موضوع: العالم العربي: الوضع الراهن، التحديات والآفاق

الكلمات المفتاح:

## الدين والدولة في العالم العربي « بين النظريات الدستورية ومأزق التعاطي السياسي »

د. عبد الرحمن خلفه  
أستاذ محاضر بجامعة الأمير عبد القادر بقسنطينة؛ الجزائر

على الرغم من أن جل دساتير الدول العربية نصت على دين الدولة؛ بل ذهب بعضها بعيدا حد اعتبار الشريعة مصدرا أساسيا للتشريع؛ إلا أن علاقة الدولة بالدين لم تكن بالضرورة متناغمة وما نصت عليه الدساتير حيث ظلت في كل مرحلة من مراحل ما بعد الاستقلال تصطبغ بصبغة الحاكم وبعض النخب المحيطة به؛ فالمادة الدستورية ذاتها يقع تفسيرها تفسيرات متباينة من دولة لأخرى؛ فأعطيت لها مساحات دلالية وتشريعية حسب المسافة الفاصلة بين الحاكم والدين، وليس بين الحاكم والدولة؛ ففيما تجعل بعض الدول الدين أساس التشريع في مختلف القوانين والتشريعات المدنية وغيرها، يكتفي من الدين في دول أخرى بجانبه التعبدية وبدرجة أقل جانب الأحوال الشخصية، أو لنقل جانب العقيدة والأخلاق دون الشريعة، بل إن الدول التي تبنت العلمانية صراحة ظلت علاقتها بالدين متوترة قلقا لم تتبلور بشكل جيد؛ لأن العلمانية في صيرورتها تقتضي فصل الدين عن الدولة، وإبعاد الديني عن السياسي، لكن في تلك الأنظمة أعطي للعلمانية مفهوم آخر؛ حيث أضجت تعني إبعاد الديني عن السياسي لصالح السياسي الذي لم يتوان في التدخل في الشؤون الدينية بما في ذلك الشعائر التعبدية من صلاة وصيام وزكاة وحج؛ محاولا استباحتها



أو تطويع أحكامها التعبدية لنظرتها، وهو ما أربك المشهد السياسي ووتر العلاقة بين الدولة والمجتمع، وفتح مساحات واسعة لتحرك ما سمي بالإسلام السياسي، الذي استطاع استقطاب الجماهير الشعبية في عمومها حين تمكن من إظهار الدولة في مقابل الدين، وحشر الأنماط في زاوية حرجة تظهر في ثناياها وكأنها تسعى لاستئصال الدين، ولم يكن عسيرا على هذا التيار عرض براهينه وحججه أمام العموم فالنماذج لذلك كثيرة، تلك النماذج التي تظهر فيها السلطة تنتهك حرمة بعض الشعائر أو تستهزئ ببعض القطعيات أو تنتهك حرمة الدين، ولم تجدها تلك الشعارات التي رفعتها من قبيل الدولة المدنية ودولة المواطنة والحريات؛ لأن الأحداث كشفت أن هذه الشعارات لم تكن فئات مبدئية بل مجرد أدوات لتوطين حكم الاستبداد والتستر على الفساد؛ فلم تكن شعارات نخب متأصلة في المجتمع أو مشروع اجتماعيا توافقيا في دولة راشدة، ناهيك عن نماذج أخرى من تيارات علمانية تجاهر بعبادتها لكل ما هو ديني وتسعى لتقويضه، تحت شعار "العلمانية أو الموت"؛ حيث ظهرت لعموم المواطنين أنها أقرب إلى الإلحاد منها إلى الإيمان، ما دفع المجتمع إلى تشكيل ما يمكن تسميته مناعة ذاتية ضد هذا التيار للحفاظ على دينه؛ فعمد إلى إقصائها انتخابيا غداة كل مرحلة سياسيا وأصبحت أقلية استئنافية تعيش على هامش المجتمع في نظره؛ كما بينته أحداث ما سمي بالربيع العربي؛ خصوصا في تونس ومصر والمغرب حيث حاز التيار الإسلامي على أغلبية نسبية من أصوات الناخبين؛ وعلى الرغم من حظر إنشاء أحزاب على أساس ديني؛ إلا أنه وبسبب العلاقة القلقة المتوترة بين الدولة والدين لم يكن للحظر معنى؛ لأن تلك الأحزاب موجودة بالقوة أو بالفعل، وسيرتسم المشهد ذاته أو ربما بأكثر حدة لسنوات أو عقود؛ ما لم تخضع العلاقة بين الدولة والدين لنقد فكري حقيقي تنخرط فيه كل النخب الفكرية والدينية والسياسية، حتى تتبلور علاقة قابلة للصدور والاستقرار، لا تنتهي بالضرورة إلى ما انتهت إليه علاقة الدين بالدولة في الغرب المسيحي؛ بل تضع للدين حيزه الطبيعي في دائرتها، بما يسمع للعموم بالتعاطي الإيجابي معه دون أن يرتقوا بالاجتهادات البشرية التاريخية إلى مرتبة اللاهوتي، ودون أن يشكل تدينهم عقبة أمام أي تنوير أو توجه نحو الدولة المدنية والحكم الراشد، بمعنى آخر تكون دولة مدنية لمجتمع مسلم، ضمن هذا الإطار تأتي هذه الورقة البحثية المعنون ب (الدين والدولة في العالم العربي)\* بين النظريات الدستورية ومأزق التعاطي السياسي\*) لتقدم قراءات تحليلية نقدية ومقترحات استشرافية؛ قراءات في العلاقة الدستورية بين الدين والدولة في العالم العربي، والعلاقة السياسية بين الدين والدولة راهنا، ثم مقترحات نظرية لما يجب أن تكون عليه العلاقة بين الدولة والدين مستقبلا تحقيقا للتعایش والمواطنة، في ظل قبول علماني لحتمية الدين كظاهرة اجتماعية عربية وانخراط حركات الإسلام السياسي في الدولة المدنية وإبعاد الدين عن جدلية الصراع الإسلامي العلماني.



## دور مصر في الأمن الثقافي العربي الراهن والآفاق

أنديرا راضي

باحثة جامعية

أستاذة فنون درامية بالمعهد العالي لإطارات الطفولة بقرطاج

تعرض هذه الورقة من خلال مراجعة نقدية تحليلية لأهم المحطات التاريخية في سياق الأمن الثقافي العربي المنطلق من مصر كقابلة متوسطة عربية ...

كما تهتم الورقة بأهم انعكاسات المآزق والصراعات والأزمات التي حلت مؤخرا بمنطقة الوطن العربي...

أدى تراكم الحضارات المختلفة التي مرّت بمصر إلى ترسيخ مفهوم التعامل مع الثقافة، منذ الحقبة الفرعونية إلى اليوم، حتى غداً قائماً بذاته يميّز هويتها الخاصة وشخصيتها المستقلة ثقافياً وحضارياً عن غيرها من الأمصار والأوطان الأخرى. ومن ناحية أخرى يجعلها قبلة أمان رحبة مريحة بأيّ آخر يود التقرب والنهل واستنساخ التجربة. ولذلك تُعد مصر مرفأً ثقافياً تعبر منه الحضارات المتعددة منذ القدم إلى الكون الرحب، حيث اعتنت بأمنها الثقافي ونهضت بمختلف التعبيرات الثقافية ورعت جميع المفكرين والمبدعين والتميزين من الفنانين والأدباء والشعراء، واستثمرت إنتاجاتهم لتعميق الرؤى وإثراء الحوار والنقاش وللتعريف بشخصيتها الريادية المميزة، من قبل أن يتنبه له الباحثون وينظّروا لمفهومه ومصادره ومآلاته.

وتكمن أهمية الأمن الثقافي والوعي بأبعاده ومعرفة مستوياته، إلى الخطر القائم والغزو المتزايد الذي يتعرض له الوطن العربي منذ حقبات عديدة ماضية (العولمة وما بعد العولمة والحدثة و...) مما يطرح علينا جملة من المحاذير ينبغي لنا الوعي بها والعمل على تقديرها والحماية من أثارها. وتجنب تهديدات أخرى من مصادر متعددة مجهولة وأخرى معلومة المصدر تترصد بالوطن العربي، هدفها عزله عن





ثقافته الأصيلة وزعزعة معتقداته وهدم ثوابته وخلخلته من جذوره. لتلقي به في مستقبل مجهول الانتماء، لا جذور له ولا واقع واضح ولا آفاق جليّة.

لم تعد أسلحة الصراع العصري بين الأمم في الوقت الحاضر متمثلة في طائرات حربيّة شبحيّة وصواريخ عابرة للمحيطات والقارات وأقمار صناعيّة وأزرار خفيّة تطلق قذائف نوويّة تنهي العالم في لحظات لا تتعدى أصابع اليد الواحدة. بل أصبحت مستويات الصراع عميقة مدروسة الآثار والنتائج تنحت في تغيير وهدم الماضي السحيق كما تنحت في تشويه وصناعة المستقبل القادم.

### مفهوم الأمن الثقافي:

"الأمن الثقافي يُعدّ نوعاً من الأمن الذي يحقق الحفاظ على الذاتية الثقافية في ملامح الهيمنة على الشخصية القوميّة، كذلك الحفاظ عليها من التيارات الثقافية المختلفة مع حماية جميع المؤسسات الثقافية من الانجراف مع الثقافات الأخرى." وخاصة في ظل ما تتعرض له الأمة العربيّة ككلّ من أطماع مباشرة وتعدّيات مستنرة ترمي بالأساس إلى محو عميق وزلزلة باغية للهويّة العربيّة الخاصة بالأجيال القادمة من خلال تفتيت وتشطي تراثها الثقافي الذاتي. " وهو أحد جوانب الأمن القومي بل وأهمها: فهو يتقدم على الأمن الاجتماعي والعسكري والسياسي والاقتصادي، فإذا تحقّق الأمن الثقافي فإنه يمكن تحقيق الأمن والحماية في كثير من المجالات الأخرى." وذلك يفسر بما يلي:

**أولاً:** مقدرة الأمن الثقافي في إرساء دعائم لأمن عام مختلف النواحي والزوايا يعتمد بالأساس على الأمن النفسي الذي بُثّ في المجتمع والبنية الشعبية الجماهيرية له. **ثانياً:** يمهد ويقود قاطرة الأمن العام بعرباته المختلفة ومستوياته المتعددة اجتماعياً وسياسياً واقتصادياً وعسكرياً.

### دور الثقافة في استقرار الأمن المجتمعي:

وبعد اتضاح دور الثقافة وحضور القيم الثقافية في صُلب جُلّ التحولات التي تطال وطننا العربي وجميع المجتمعات من حولنا، وتبدل النظرة إلى المفهوم العميق للأمن، طرح الباحثون آراء ثقافية جديدة تتحدث عن أولوية الثقافة وتأثير الثقافة في الأمن القومي للدول. فالأمن القومي لوطن ما، لم يعدّ يعنيه أنواعاً متطورة حديثة في أجهزة التسلح النوعي ولا زيادة مطردة في القوات النظاميّة أو في شنّ حرب ضروس واحتمال خسائر وضحايا وخراب. بل يتعدى ذلك ليصبح امتلاك الوطن لذوات مثقفة والاستثمار في عقول ذات ثقافة واسعة، من أهم أركان الأمن القومي لأمة ما.

فنحن نرى جميع الدول - خاصة الأوروبية منها- لها مراكز ثقافية فاخرة تعمل عليها ومن خلالها في ترسيخ مفاهيم الأمن الدولي العميق لها.

ولأن المتحكم الأول والأخير في تنفيذ استراتيجيات الأمن الثقافي هو المال. لم تعد مصر مؤخرًا في مأمّن وسط العوز الذي أخذ يضرب في قلب مصر وما حولها. مما سبّب ارباكاً في كافة أنحاء الوطن العربي.

فهل تتمكن مصر من استعادة أمنها الثقافي الذي كان يشعّ على المنطقة بالأمن والثقافة معاً؟ في ظل المتغيرات السريعة التي أصبحت ثقلاً تتزايد نتائجه الكارثيّة؟ وهل ينفعها رصيدها الحضاري والثقافي درعا وحافظاً أمام الهجمات المستنرة والعنيفة؟



## عناصر الأمن الثقافي:

- الدين: شهدت مصر تنوعا عقديا في الممارسات الدينية للشعب المصري ولازالت يتسع صدرها للاحتواء والتنوع. فقد مثلت الكاتدرائية المرقسية حالة استقرار وتسامح لدى أقباط مصر. كما مثل الجامع الأزهر التسامح والاعتدال والوسطية في الدين الإسلامي ومثلا المرجعان الدينيان سدا منيعا أمام الإرهاب والتطرف والغلو الفكري والديني.
  - اللغة: تمكنت مصر من رعاية وحفظ اللغة العربية وتوسعت في طباعة ونشر العناوين الداعمة للغة في المكتبة العربية.
  - التراث: شكلت الحضارات المتعاقبة على مصر منذ الحضارة المصرية القديمة (الفرعونية) واليونانية والرومانية ومرورا بالإسلامية ووصولاً للدولة المدنية الحديثة، كينونة الفرد المصري.
- الإنتاج الثقافي والريادة المصرية:**

كما ساهم الإنتاج الفني السمعي بصري بمختلف فروع سينمائية ومسرحية وتلفزيونية وإذاعية في الحفاظ على موقع مصر الريادي في الأمن الثقافي العربي وعلى مكانتها في دعم الإبداع الثقافي في الوطن العربي مما يحقق استقراره.

## Les relations géopolitiques des pays arabes méditerranéens avec la Russie ; situation et perspectives d'avenir

**M. Taoufik Ayadi**

Ancien Capitaine de vaisseau major du MDN.

Consultant et formateur indépendant dans les domaines de la géopolitique, de la stratégie, de la planification et des affaires maritimes.

De par leurs positions géostratégiques clefs en Méditerranée, en Afrique et les ressources énergétiques qu'ils renferment, les pays arabes méditerranéens constituent un enjeu d'une grande importance pour les puissances mondiales. Huit pays arabes bordent Mare nostrum, un carrefour maritime vers l'Atlantique, l'océan Indien et la mer Noire et qui concentre 25% du trafic maritime mondial. De plus les pays arabes de l'Afrique du nord se présentent aux yeux des puissances comme une interface géopolitique pour entrer dans le continent Africain dont les ressources naturelles et la montée vertigineuse des taux de consommation engendrée par l'explosion démographique de sa population ne cessent d'attirer les investisseurs.

Depuis l'avènement des révolutions du "Printemps arabe", l'Etat fédéral de Russie est l'un des acteurs géopolitiques de plus en plus présents dans le monde arabe méditerranéen ; présence militaire en Syrie,



partenariat stratégique avec l’Egypte, l’Algérie, le Maroc et compte parmi les acteurs essentiels dans la crise Libyenne.

Ces dernières années la Russie a commencé, au même titre que les puissances occidentales - en particulier les USA qui ont placé depuis 2011 du point de vue importance stratégique la zone asiatique avant la Méditerranée - à se tourner vers l’Asie-Pacifique en développant considérablement ses relations avec des pays de la région comme la Chine et le Japon. Alors les questions qui se posent suite à ce basculement sont ; Les pays arabes gagneraient-ils s'ils cessent de constituer un enjeu de taille dans la stratégie des grandes puissances, comme la Russie ? Ces pays seraient-ils moins exposés à l’ingérence dans leurs affaires intérieures ? Comment seraient leurs relations mutuelles ?

Cette contribution vise à mettre en exergue l’importance des pays arabes méditerranéens dans l’action géopolitique de l’une des puissances mondiales, la Russie qui enregistre un retour soutenu dans la région Méditerranéenne et en Afrique ces dernières années. Elle s’inscrit ainsi dans la thématique développée en dernier lieu dans l’appel à contribution du VIème colloque ; « Le monde Arabe : état des lieux, enjeux et perspectives ».

Quoique c’est l’opération militaire débutée par les forces russes en septembre 2015 en territoire Syrien qui a mis en exergue l’intérêt géopolitique qu’accorde Moscou à l’un des pays arabes méditerranéens, la fédération de Russie avait depuis l’aube de ce siècle entamé de se positionner dans la plupart des pays arabes de la région Méditerranéenne.

Pour le Kremlin les pays arabes sont d’une importance géostratégique capitale pour la flotte russe de retour en permanence en Méditerranée depuis 2012 et pour faire aboutir ses démarches géopolitiques entamées depuis 2016 pour mettre pied dans le continent africain. La Méditerranée qui est bordée par huit pays arabes est l’unique couloir d’accès à l’océan mondial pour la flotte navale russe de la mer noire. Trois pays arabes bordent les trois passages obligés dans les eaux de Mare nostrum pour tout navire se dirigeant vers l’océan mondial ; l’Egypte pour le canal de Suez, la Tunisie pour le canal de Sicile et le Maroc pour le détroit de Gibraltar.

Cet intérêt de la Russie aux pays arabes et ce retour en Méditerranée et en Afrique soulèvent pas mal de questions par les observateurs et les prospectivistes : Quels sont les causes ensevelies de ce retour ? Comment est-il évalué ce retour ? Comment seraient les relations avec les pays arabes à la lumière de son basculement vers l’Asie-pacifique et les conséquences de la crise de la pandémie COVID-19 sur les relations internationales ?

Dans mon intervention, j’essaierai de montrer que l’action géopolitique de la Russie dans certains pays arabes de la Méditerranée s’inscrit essentiellement dans sa stratégie globale qui a comme objectif de promouvoir la puissance de la fédération de Russie et de rétablir sa position comme un acteur actif sur la scène mondiale, après une période d’avalissement depuis la dislocation de l’ex-URSS. Cette stratégie globale s’articule



essentiellement en deux concepts : un concept sécuritaire et de défense concrétisé principalement par l'intervention des forces militaires russes en Syrie à la demande de cette dernière, et un concept politico-économique, son aboutissement est l'organisation à Sotchi du 1er sommet Russie-Afrique au mois d'Octobre 2019.

La stratégie russe dans la Méditerranée d'une façon générale et particulièrement envers les pays arabes est jusqu'ici jugée par les analystes comme une réussite sur le plan économique et géopolitique et sera renforcée dans les années à venir d'après les conclusions tirées du 1er sommet Russie-Afrique qui sera organisé tous les 3 ans. Les échanges et les exportations envers les pays arabes d'une façon générale ont considérablement augmenté. En outre l'intervention militaire en Syrie est elle aussi considérée comme un succès puisqu'elle a permis de sauver le régime de Bachar el Assad et de placer Moscou comme un acteur incontournable dans la scène géopolitique de ce pays et même celle de la Libye.

D'après les observateurs la Russie ne paraît pas pour l'instant vouloir se désengager de la Méditerranée ni du continent Africain, au contraire son objectif est de renforcer sa présence dans cette dernière qui reste jusqu'ici de loin moins importante que celle des autres puissances les USA, la Chine, la France, l'Allemagne...etc. La Méditerranée et l'Afrique sont toujours d'un grand intérêt pour les puissances mondiales malgré que l'axe du monde semble se déplacer vers l'Asie.

Peu importe la nationalité des investisseurs pourvu qu'ils contribuent au développement des pays arabes méditerranéens. Ces derniers ont tout intérêt à rester au cœur de la stratégie de coopération des puissances mondiales avec les Etats du continent africain, sans toutefois accepter les éventuelles ingérences dans leurs affaires intérieures ou dans leurs problèmes nationaux comme le cas de la crise en Libye. Les pays arabes doivent témoigner de leur conscience qu'ils ont intérêt à ne se fermer aucune porte pour coopérer avec des partenaires, outre ceux déjà présents depuis plusieurs années (France, USA, Chine,...), en vue de trouver des solutions aux problèmes qui entravent leur développement. Ainsi ils pourraient même tirer avantage de la concurrence et des rivalités entre les grandes puissances, que le sommet de Sotchi n'a pas manqué d'exacerber, en s'ouvrant envers le nouvel arrivé au continent africain, la Russie. Surtout que celle-ci ne compte pas parmi les pays colonisateurs vis-à-vis du continent africain.

Enfin, à mon avis, les pays arabes tout en refusant toute ingérence des puissances mondiales dans leurs affaires intérieures sont appelé à s'ouvrir à tous les partenaires qui se présentent en application de la célèbre formule du leader pragmatique et initiateur de la politique de développement économique actuelle de la Chine, Deng Xiaoping : « Peu importe que le chat soit noir ou blanc pourvu qu'il attrape les souris » ; qui veut dire peu importe la nationalité des investisseurs pourvu qu'ils contribuent au développement de la Chine.

Ainsi les axes de ma communication seraient :

- l'étude des enjeux et de intérêts de Moscou dans la région Méditerranéenne, en particulier les pays arabes,
- l'étude des relations des pays arabes Méditerranéens avec la Russie.



## الفضاء العربي الافريقي: آفاق للتنمية والتعاون المشترك

عباس جلالي

خبير في التنمية المحلية التشاركية

مدير بوزارة الصناعة والمؤسسات الصغرى والمتوسطة.

كل المعطيات والأرقام والشواهد التاريخية تؤكد أن العلاقة بين دول القارة الإفريقية والعالم العربي تتوفر إلى تراث ثري من التعاون والنضال المشترك دون أن ينفي ذلك وجود إشكاليات مثلت عائقا رئيسيا في تطوير العلاقة البينية.

حيث يبدو العالم العربي بحاجة ماسة للاستثمار لعلاقاته التاريخية بالقارة الإفريقية والانطلاق منها للامسة الفرص المتاحة أمامه للتعامل مع إفريقيا كممكن واقعي وليس كممكن ذهني بعبارة أخرى مطروح على العالم العربي أن يجعل من إفريقيا رقما مهما في معادلاته الاستراتيجية بعد ان ضيعت الجغرافيا الاستعمارية هذه الفرص على امتداد العقود الاربعة الماضية.

إن إفريقيا الناهضة تمثل للوطن العربي الإمتداد والعمق الإستراتيجي الحيوي إقتصاديا وسياسيا وأمنيا بما تملكه من طاقات وثروات طبيعية قابلة للإستثمار والتنمية المشتركة مثلما كانت بالأمس تمثل الظهير المساند لقضاياها والشريك الرئيسي لنضاله من اجل الاستقلال.

فهل يستوعب العالم العربي هذه الحقيقة ويحولها للشراكة المستدامة مع الدول الافريقية؟

إنه السؤال المركزي المطروح على صناع القرار في سياقهم في إعادة صياغة العلاقات السياسية والديبلوماسية إلى نحو يستجيب لمقتضيات التحول في المجتمعات العربية.



## L'Irak et le Kurdistan irakien : Un antagonisme ethnique endémique ?

**M. Benjamin TOUBOL**

Assistant d'enseignement au cours POL-2606

Canada

La République irakienne et la région autonome du Kurdistan irakien partagent depuis plus d'un siècle une destinée commune. Chaque épicrocentro de crise sociale, économique ou militaire de l'un, connaît ses répercussions chez l'autre. Cette intrication trop souvent délétère prend ses racines sous le règne du roi Faysal (1921-1933), semble vivre son apogée sous la domination d'inspiration baathiste de Saddam Hussein (1979-2003) pour s'ouvrir vers un avenir de tous les possibles lors du référendum d'autodétermination de septembre 2017. Au travers de ces étapes historiques, la relation arabo-kurde constitue une véritable spécificité à la région ou, depuis 2003 rien ou presque ne se fait sans l'aval de l'autre. Il serait précipité de parler de guerre civile, de dispute territoriale et encore moins de conflit confessionnel car la spécificité régionale en question dépasse ces conceptions. En empruntant ces raccourcis sémantiques sans comprendre les nuances qui résident dans ces liaisons dangereuses, il est impossible de comprendre pourquoi, par exemple, l'actuel président de la République irakienne, Barham Salih, est un kurde irakien ayant précédemment occupé les fonctions de Premier ministre du

Gouvernement kurde irakien (GRK). Afin de comprendre l'évolution des liens intraétatiques, nous prendrons comme étude de cas deux événements majeurs de l'histoire récente irakienne : les contreoffensives

conjointes des forces irakiennes et peshmergas kurdes contre l'État Islamique depuis 2017 jusqu'à la chute de Mossoul, puis les mouvements sociaux et les manifestations étudiantes de 2019 contre les gouvernements provincial et central. Ces deux piliers historiques illustrent bien ce



phénomène car ils apportent tous deux une nouvelle grille de lecture qui nous permet de mieux comprendre la complexité et les nuances qui résident dans les relations arabo-kurdes en Irak. De plus, cette étude met en avant une analyse comparative des problématiques socio-culturelles arabo-kurdes en Irak et elle permet de comprendre la similarité de trois thèmes récurrents tant au Kurdistan irakien que dans le reste de l'Irak : la tentation autoritaire, l'hétérogénéité du fait militaire et la tourmente socio-économique touchant les classes modestes et étudiantes. Ainsi, ces trois points nous conduisent à répondre à la question suivante : Les relations arabo-kurdes en Irak sont-elles endémiques à la région ou nous permettent-elles de mieux comprendre les relations des minorités vis-à-vis des États au Machrek ?

Afin de répondre au mieux à cette question, cette étude propose de s'extraire du carcan westphalien de la conception étatique. Les analyses de construction étatique dans les régions du Proche et Moyen-Orient sont en effet encore trop souvent assujetties à une compréhension eurocentrée héritée de l'imposition du concept d'État-nation issue de la chute de l'empire Ottoman et du découpage frontalier irréaliste qui s'en est suivi.

En outre, il est nécessaire de conceptualiser cette relation intra étatique en définissant les acteurs en jeu. Si l'on prend en compte le régionalisme dans le(s) monde(s) arabe(s), il faut s'attarder les interconnexions issues des différentes représentations territoriales des populations locale. Ainsi cette étude des spécificités locales nous permettra d'apporter une réponse probante dans cette zone grise géopolitique.



## Le Pacte mondial de l'ONU et les politiques migratoires dans les pays arabes

**Pr. Mahmoud Zani**

Professeur de droit public

Directeur du Centre de droit international

et européen de Tunis (CDIE)

Le « Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières » dit « Pacte de Marrakech » a été adopté au Maroc, les 10 et 11 décembre 2018, à la suite d'après négociations et consultations qui durèrent plus de 18 mois entre les pays du Nord et ceux du Sud. Il fait suite, en réalité, à l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, le 19 septembre 2016.

Le Pacte constitue un instrument dynamique pour assurer une gestion efficace de la gouvernance mondiale des migrations, et tout particulièrement, la mise en place de politiques de migration planifiées et bien gérées à travers une coopération internationale efficace. Celle-ci repose sur un cadre international composé de nombreux objectifs applicables à l'ensemble des Etats membres de la communauté internationale, y compris les pays arabes devant les intégrer dans leurs stratégies nationales de migration. Au demeurant, hormis les Etats-Unis d'Amérique et d'autres pays européens (Australie, Autriche, Hongrie, Israël, République Tchèque,...) qui se sont opposés au « Pacte de Marrakech », aucun des pays arabes (pays d'origine) n'a manifesté une quelconque opposition.

L'objectif de cet article consiste donc à mettre en lumière, d'une part, les traits généraux du Pacte (I), d'autre part, à mesurer son impact sur les politiques migratoires dans les pays arabes (II).





## A quoi pensent les arabes ?

### Les résultats les plus parlants du Baromètre de l'opinion publique arabe 2019-2020

**M. Salam Kawakibi**

Chercheur en science politique

Directeur du Centre Arabe de Recherches et d'Etudes Politiques.

Paris

Le Centre arabe de recherches et d'études politiques de Doha (ACRPS) vient de publier les résultats d'un sondage de l'opinion publique arabe de l'année 2019 - 2020. Ce sondage est la plus vaste enquête d'opinion publique effectuée dans le monde arabe, tant par l'ampleur de son échantillon et le nombre de pays qu'elle couvre que par ses axes d'étude. Il a été mené sous forme d'entretiens individuels auprès de 27 900 hommes et femmes sur des échantillons représentatifs des 13 pays couverts par l'enquête : la Mauritanie, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, l'Algérie, le Soudan, la Palestine, le Liban, la Jordanie, l'Irak, l'Arabie Saoudite, le Koweït et le Qatar. Il mesure les tendances de l'opinion vis-à-vis d'un ensemble de sujets économiques, sociaux et politiques. Il offre ainsi la possibilité de comparer neuf années de données sur l'opinion publique arabe s'étalant de 2011, date de publication de la première édition, à 2020. Dans mon intervention, je mettrai l'accent sur la perception de la démocratie, la place de la religion dans la politique, le rôle des puissances régionales et la position envers les questions politiques en cours.

Cette communication voudrait orienter toute personne désireuse de faire des recherches sur les relations tuniso-allemandes et au-delà l'Allemagne et l'Afrique du Nord.



## Le Monde Arabe à la recherche de nouveaux maîtres

**M. Aymen Boughanmi**

Maitre-assistant à l'Université de Kairouan

Dans la culture politique arabe, les accords Sykes-Picot représentent l'incarnation, peut-être la plus aboutie, du mal géopolitique exprimé jadis par la colonisation et maintenu aujourd'hui par la recherche constante de domination. En effet, ces accords offrent à l'imaginaire politique un argument empirique de taille qui prouve l'existence d'une conspiration internationale responsable des malheurs arabes depuis 1916. Tout en faisant l'économie de réflexions géopolitiques sérieuses, cette victimisation accusatrice nourrit l'orgueil d'un peuple qui a échoué non pas parce qu'il n'a pas su adapter ses ambitions à ses moyens, mais parce que son échec était l'objectif ultime de toutes les puissances. C'est ainsi que la périphérie s'érige en centre, et que la faiblesse devient puissance.

Toutefois, ce récit a perdu toute validité avec l'avènement du Printemps Arabe. Le rêve d'un changement rapide et glorieux a cédé la place à un cauchemar qui se manifeste par le souhait grandissant de revenir à la situation d'avant. La question est la suivante : est-ce que les peuples arabes sont condamnés à regretter demain ce qu'il déteste aujourd'hui? Jusqu'où cette logique peut-elle aller? Ou plus précisément : après avoir regretté la stagnation de la dictature et la domination interne qu'elle implique, les pays arabes ne sont-ils pas en train de nourrir une nostalgie encore plus dangereuse, celle de la domination extérieure assurant une hégémonie stabilisatrice et empêchant ainsi l'embrasement d'une région aux identités meurtrières?

Dans cet exposé, cette possibilité sera analysée à la lumière de l'évolution des réalités géopolitiques dans la région, notamment le recul de la présence américaine dans le Monde arabe. L'explosion de la production pétrolière et gazière aux Etats Unis, le pivot stratégique vers l'Asie et le retour de l'isolationnisme américain ont ouvert la voie à des forces locales et régionales qui s'affrontent désormais ouvertement dans plusieurs pays arabes. Le manque de structures étatiques solides et légitimes, le déchirement identitaires des différentes sociétés arabes ainsi que l'ambiguïté des



aspirations démocratiques et des désirs d'émancipation signifient que les conflits internationaux qui se jouent sur la scène arabe s'expliquent également par une désorientation institutionnelle et identitaire qui se traduit notamment par la réapparition d'une prédisposition à accepter une nouvelle hégémonie extérieure, voire à la souhaiter et à œuvrer pour sa mise en place.

## Le monde Arabe en marge de l'histoire

**Ahmed Ben Mustapha.**

Ancien ambassadeur

Chercheur en histoire économique

A l'heure des changements majeurs qui caractérisent l'évolution des relations internationales et des grands équilibres mondiaux, en lien avec la résurgence de la guerre froide et la montée en puissance de nouvelles forces qui défient le leadership US, le monde arabe – confronté à de multiples défis et menaces potentielles- risque encore une fois de faire les frais de ces mutations profondes associées à la fin du monde unipolaire.

Alors que les pays arabes ont été au nombre des grands perdants du « nouvel ordre mondial » consécutif à l'effondrement de l'URSS et la chute du mur de Berlin, tout indique qu'ils seront aussi les grands absents et les exclus de la nouvelle reconfiguration du monde qui se dessine à l'horizon.

Le sort dramatique réservé au peuple palestinien avec la connivence de certaines parties arabes, les guerres civiles interarabes, la propagation du terrorisme en lien avec les ingérences étrangères ainsi que la réoccupation militaire de l'Irak, Libye, Syrie, la mise en échec des aspirations à la liberté et à la dignité des peuples arabes en ébullition, symbolisent la décadence et la marginalisation d'un monde arabe martyrisé. Et impuissant à maîtriser son destin ainsi que son avenir qui se joue en dehors de ses frontières. Après s'être dessaisi au profit des USA du dossier palestinien, les pays arabes, loin de retrouver la paix, font face à leur tour aux vellétés agressives et expansionnistes d'Israël guidé par des nationalistes extrémistes hostiles à toute coexistence pacifique avec les palestiniens et leur voisinage arabe. Ils sont aussi exposés aux ingérences et aux ambitions conquérantes et hégémoniques de l'Europe et de la Turquie à nouveau en compétition en Méditerranée et au Maghreb notamment en Libye. En outre, l'intégrité territoriale de la Syrie et de l'Irak est menacée du fait des incursions militaires de la Turquie qui ne cache plus ses visées territoriales à l'égard de son



voisinage arabe. Les intérêts vitaux de l’Egypte et du Soudan sont menacés dans le conflit qui les oppose à l’Ethiopie sur le partage des eaux du Nil. L’absence tragique de la Ligue arabe et de l’action arabe commune, l’alliance ouvertement assumée des pays du golfe avec Israël face à l’axe Iran-résistance ainsi que les divisions des pays arabes sur tous les dossiers vitaux touchant à leur sécurité nationale sont également l’une des manifestations de cette faillite collective. D’où cette exclusion peu glorieuse des arabes du statut d’acteurs à celui d’objets de l’histoire.

A noter que la Ligue arabe est depuis de nombreuses années exposée à de vives critiques pour son attitude alignée dans la guerre civile Syrienne et pour avoir cautionné l’intervention militaire de l’OTAN en Libye. Ce qui a abouti à la destruction et à la déstabilisation de ces deux pays et de la région arabe et maghrébine.

En outre, elle est continuellement mise en cause pour son inaction et son impuissance à défendre les intérêts arabes, à réhabiliter la solidarité arabe et à promouvoir une action arabe efficiente en Libye, Syrie et en Palestine. Il en est de même de l’Union du Maghreb arabe ainsi que du Conseil de coopération du golfe qui sont pratiquement gelés du fait des dissensions internes entre pays membres. Pourtant, il fut un temps où les pays arabes avaient, durant plus de trois décennies réussi à maintenir, au plan international, un minimum de cohésion et de solidarité ainsi qu’une vision politique et sécuritaire commune autour du conflit arabo israélien. A ce propos, nous serons amenés à examiner les principales étapes de l’évolution de ce conflit afin de cerner les causes de la démission collective des pays arabes à l’égard du dossier palestinien et ses funestes conséquences. Dont le processus en cours, non avoué, de liquidation de la cause palestinienne. Sans compter le ciblage de la notion d’Etat national indépendant et souverain dans le monde arabe qui n’a jamais été aussi fragilisée depuis les indépendances. Nous évoquerons également les facteurs géopolitiques qui expliquent la chute du nationalisme arabe lequel avait tenté de promouvoir un projet fédérateur mobilisant les pays arabes autour d’une vision collective de leur sécurité nationale et de la nécessaire unité arabe face au projet colonialiste et expansionniste israélien.

Nous examinerons aussi, les raisons de l’échec des efforts déployés depuis les indépendances par les pays arabes notamment Maghrébins et en particulier par la Tunisie dans le domaine du développement économique et social. A cet effet, nous analyserons les dessous et le bilan des principaux accords commerciaux inégaux conclus entre la Tunisie et l’ensemble européen avant et après la révolution.



Enfin, nous évoquerons le rôle majeur joué par le système multilatéral occidental mis en place après la seconde guerre mondiale (FMI, Banque mondiale, G7 et UE) dans le maintien d'un schéma de relations Nord Sud injuste et déséquilibré. Et c'est sans doute l'un des principaux facteurs qui ont gravement affecté la souveraineté, le développement ainsi que l'émancipation économique de la Tunisie et du monde arabe.

